

**ARRÊTÉ**

**CAB - DS --SSI - PSI n° 25**

**en date du 8 juillet 2021**

***réglementant temporairement le port et l'utilisation  
des artifices dits de divertissement et articles pyrotechniques***

***Le préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite***

- Vu** la directive 2013/29/EU du 12 juin 2013 relative à la mise à disposition sur le marché des articles pyrotechniques ;
- Vu** le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.557-1 et suivants et l'article R.557-6-3 ;
- Vu** le code pénal, notamment son article L.322-11-1 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2542-2 et L.2542-10 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;
- Vu** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié, relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre, notamment son article 2 ;
- Vu** le décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risque ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet en qualité de préfet de la Moselle ;

**Considérant :** les risques pesant sur les rassemblements de personnes dans l'espace public, tenant à la persistance de la menace terroriste et le maintien sur l'ensemble du territoire national du niveau « sécurité renforcée – risque attentat », que dans ces circonstances, l'utilisation de pétards et d'articles pyrotechniques est de nature à créer des désordres et causer des mouvements de panique ;

**Considérant :** également qu'il existe des risques d'utilisation par des individus isolés ou en réunion, d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques, principalement ceux conçus pour être lancés par un mortier, contre les forces de l'ordre, ainsi que contre des biens, en particulier les véhicules et les biens publics ;

**Considérant :** que les risques de trouble à la tranquillité et l'ordre publics, les dangers et les risques d'accidents graves provoqués par l'utilisation inconsidérée de pétards et d'autres pièces d'artifices sur la voie publique et dans tous les lieux où se tiennent des rassemblements de personnes sont importants ;

**Considérant :** la nécessité d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens et de prévenir ces désordres par des mesures adaptées à la gravité de la menace et limitées dans le temps ;

**Sur** proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Moselle.

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Dans toutes les communes du département de la Moselle, le port, le transport et l'utilisation de pétards, artifices élémentaires de divertissement et pièces d'artifices sont réglementés conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Article 2 :** Tout port, transport et utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques, est interdit pour les particuliers du **samedi 10 au jeudi 15 juillet 2021 inclus** :

- sur la voie publique ou en direction de l'espace public ;
- dans les lieux de grands rassemblements ainsi qu'à leurs abords immédiats.

**Article 3 :** Par dérogation à l'article 2, l'interdiction ne vaut pas pour les catégories : C1, F1, et C2, F2.

**Article 4 :** Le transport d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques est interdit dans les transports publics collectifs quelle qu'en soit la catégorie.

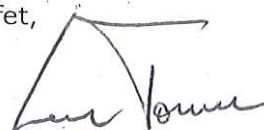
**Article 5 :** Le présent arrêté, conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de la justice administrative, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix à 67000 Strasbourg) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :**

La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique de la Moselle, le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Moselle et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché aux emplacements dédiés.

A Metz, le - 8 JUIL. 2021

Le préfet,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Touvet', written over a horizontal line.

Laurent Touvet